



REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT DE LA VENDEE

COMMUNE DE SAINT-GERVAIS

Arrêté permanent n°2024-176 réglementant l'entretien des trottoirs communaux et les espaces publics

LE MAIRE DE SAINT-GERVAIS

VU la loi n°82-213 en date du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2122-281,

VU le Code de la voirie routière, et notamment l'article R.116-2,

VU le Code civil,

VU l'article R610-5 du Code pénal qui prévoit que la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets ou arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de la 1^{ère} classe,

VU l'arrêté municipal n°2019-116 en date du 12 septembre 2019 portant réglementation de l'entretien des trottoirs et l'égavage des plantations le long des voies publiques,

CONSIDERANT que l'entretien des voies publiques est nécessaire pour maintenir la commune dans un état constant de propreté et d'hygiène,

CONDISERANT que les branches et racines des arbres et haies plantés en bordure des voies communales risquent de compromettre, lorsqu'elles avancent dans l'emprise de ces voies, aussi bien la commodité et la sécurité de la circulation,

CONSIDERANT que les mesures prises par les autorités ne sont pas satisfaisants que si les habitants remplissent les obligations qui leur sont imposées dans l'intérêt général, il y a lieu de réglementer l'entretien des trottoirs communaux,

CONSIDERANT que l'arrêté n°2019-116 en date du 12 septembre 2019 réglementant l'entretien des trottoirs et l'élagage des plantations le long des voies publiques est devenu obsolète vis-à-vis des règlements en vigueur, il convient de l'abroger et d'en prendre un nouveau,

ARRETE

ARTICLE 1 – ABROGATION ARRETE ANTERIEUR

L'arrêté n°2019-116 en date du 12 septembre 2019 est abrogé et remplacé par ce qui suit.

ARTICLE 2 – BALAYAGE ET ENTRETIEN DES TROTTOIRS ET DES CANIVEAUX

Ces règles sont applicables au droit de la façade ou clôtures des riverains :

- Pour les trottoirs : sur toute leur largeur,
- S'il n'existe pas de trottoir : à un espace de 1,20m de largeur.

L'entretien des trottoirs et caniveaux incombe aux propriétaires ou locataires riverains de la voie publique. Chacun est tenu de balayer le trottoir et son caniveau.

Le nettoyage concerne le balayage mais également le désherbage et le démoussage des trottoirs.

Le désherbage doit être réalisé soit par arrachage, binage ou tout autre moyen à l'exclusion des produits phytosanitaires ou phytopharmaceutiques interdits par la loi.

Les saletés et déchets collectés lors des opérations de nettoyage doivent être ramassés et traités avec les déchets verts, soit par compostage à domicile, soit par dépôt à la déchèterie. En aucun cas, ils ne doivent être mis dans les conteneurs d'ordures ménagères, jetés sur la voie publique ou dans les avaloirs des eaux pluviales.

Les grilles placées sur les caniveaux devront également être maintenues en état de propreté de façon à garantir un écoulement aisé des eaux pluviales et éviter des obstructions des canalisations et limitera ainsi les risques d'inondation en cas de très fortes pluies.

ARTICLE 3 – LE DENEIGEMENT

En cas de neige, gel ou verglas, les propriétaires ou locataires riverains de toutes les voies publiques devront impérativement (par tous les moyens appropriés) déblayer et nettoyer les trottoirs longeant leurs propriétés sur l'intégralité de leurs trottoirs.

ARTICLE 4 – LES DEJECTIONS CANINES

Par mesure d'hygiène publique, les déjections canines sont interdites sur les voies publiques, les trottoirs, les espaces verts publics et les espaces de jeux publics pour enfants.

La mairie a mis à disposition des propriétaires ou locataires des distributeurs de sacs à déjections animales en plusieurs endroits de la commune.

ARTICLE 5 – ENTRETIEN DES VEGETAUX

Les haies doivent être taillées par les propriétaires à l'aplomb du domaine public et leur hauteur être limitée à 2m, voire moins là où le dégagement de la visibilité est indispensable, à savoir à l'approche d'un carrefour ou d'un virage.

Les branches et racines s'avancant sur le domaine public doivent être coupées par le propriétaire ou le locataire au droit de la limite de propriété.

A défaut, ces opérations peuvent être effectuées d'office par la collectivité aux frais du propriétaire, après mise en demeure restée sans effet.

ARTICLE 6 – DEPOTS SAUVAGES

L'abandon d'objets encombrants ou de déchets sur l'espace public est interdit. La commune pourra, lorsque les contrevenants seront identifiés, facturer les frais d'enlèvements.

De même, les poubelles (ordures ménagères, cartons, plastiques, verre, déchets verts...) doivent être retirées de la voie publique après le ramassage de la collecte et remisées sur les propriétés respectives.

ARTICLE 7 – ACCES TROTTOIRS

Les riverains des voies publiques ne devront pas gêner le passage sur trottoir des piétons, des poussettes et personnes à mobilité réduite. Ils devront veiller à respecter, lorsque la largeur de trottoir le permet, une largeur minimale de cheminement accessible de 1,20m telle que préconisée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur. Ils ne peuvent ni y déposer des matériaux et ordures, ni y stationner des véhicules.

ARTICLE 8

Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout agent de la force publique ou agent assermenté habilité à dresser des procès-verbaux aux contrevenants conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 9

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- A Monsieur le Sous-Préfet de la Sous-Préfecture des Sables d'Olonne
- A Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Beauvoir-Sur-Mer,
- A Madame la Responsable du Service de Police Municipale de Saint Gervais,
- A Monsieur le Responsable des Services Techniques de Saint Gervais,
- A l'ensemble de la population de Saint Gervais par voie d'affichage physique et numérique sur les supports légalement prévus à cet effet.

Et l'original du présent arrêté sera conservé aux archives de la Mairie.

Fait à Saint-Gervais, le 14 octobre 2024,

Le Maire,

Richard SIGWALT

